

Sorbonne C1 - Texte No 1

Manger local : six bonnes raisons de s'y mettre.

- D'après www.leparisien.fr, 06/10/2018.

De plus en plus de Français se nourrissent de fruits et légumes produits près de chez eux. Un mode de consommation qui a beaucoup de vertus.

Le retour aux vraies saveurs !

Vous trouvez que les fruits et légumes venus de loin n'ont pas de goût ? C'est normal. « Une tomate ramassée verte pour lui laisser le temps de mûrir en route sera toujours bien moins bonne qu'une cueillie dans les temps, explique Adrien Cachot, chef du restaurant Détour à Paris (IXe), qui sert essentiellement des légumes franciliens. On a un terroir qui peut nous nourrir à chaque saison, pourquoi vouloir aller chercher loin des choses moins savoureuses ? »

C'est bon pour la santé !

« Les fruits et légumes commencent à perdre leurs vitamines à partir du moment où ils sont cueillis, explique Maxime Mességué, diététicien. Plus vous leur faites passer du temps dans les transports et sur les étals, plus ils vont perdre de leurs qualités nutritionnelles. »

Mais attention, manger local, « ce n'est pas un gage de qualité infaillible, souligne Arnaud Gauffier, responsable agriculture à la WWF. Un légume peut être rempli de pesticides et être vendu à quelques kilomètres de son lieu de culture ». A l'inverse, un petit producteur, qui n'a pas les moyens d'obtenir une certification, pourra faire du bio sans afficher le label AB (Agriculture Biologique).

La planète vous dira merci !

« Un camion bien chargé qui fait des courtes distances sera toujours mieux que le même camion qui fait de longues distances », souligne, sans surprise, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Il faut toutefois nuancer.

L'Ademe montre que les filières industrielles maîtrisent parfois mieux le transport de leurs produits que certains agriculteurs. En clair, une camionnette qui fera plusieurs allers-retours rendra votre pomme de terre récoltée à 40 km plus polluante qu'une variété qui a suivi un trajet dix fois plus long mais mieux pensé.

Autre point sur lequel l'Ademe attire l'attention : « La saisonnalité des produits est cruciale ». Exemple : une salade produite sous serre en hiver consomme deux fois plus de CO2 que le même légume importé d'Espagne.

Vous soutiendrez l'économie de votre région !

Plusieurs enquêtes mettent en avant les retombées en termes d'emploi du manger local. Un rapport interministériel de 2017 montre qu'une exploitation tournée vers le circuit court nécessite près de 50 % de main-d'œuvre en plus qu'une ferme conventionnelle.

Parallèlement, elles permettent une meilleure rémunération de l'exploitant.

« Avant, je vendais mon kilo de poireaux 0,90 € à des grossistes, explique Thierry Gueytte, maraîcher dans le Vaucluse converti à la vente aux particuliers. Maintenant, c'est entre 1,60 et 1,80 €. »

Et le consommateur n'en souffre pas puisque les prix qu'il pratique sont en dessous de ceux de la plupart des grandes surfaces.

Sorbonne C1 - Texte No 2

Les secrets des portables des ados.

- D'après www.leparisien.fr, 24/10/2018.

Que révèlent les échanges téléphoniques des jeunes ? Une étude que révèle le *Parisien – Aujourd'hui en France*, nous apprend tout des relations familiales, amicales et amoureuses qui se nouent, ou pas, par smartphones interposés.

Mais qu'est-ce que les ados peuvent-ils bien se raconter, eux qui passent leurs journées à tapoter frénétiquement sur l'écran de leur smartphone ? Une chose est sûre : pas grand-chose... avec leurs parents ! Selon les résultats d'une enquête de l'institut BVA pour le fabricant de téléphones Wiko, que *Le Parisien – Aujourd'hui en France* publie en avant-première, la quasi-totalité des 12-17 ans (89 % d'entre eux) considèrent leur smartphone comme un outil indispensable pour entretenir des relations... avec leurs amis. Traduction : c'est un peu sous la contrainte qu'ils ou elles daignent communiquer avec leurs « darons »¹, pour les prévenir d'un retard, leur demander un service, ou de l'argent de poche pour leur prochaine sortie !

À la génération des « Millennials », celle des enfants nés entre les années 80 et l'an 2000, succède désormais celle de la génération smartphone. Car c'est de plus en plus tôt que les ados d'aujourd'hui passent en mode smartphone : autour de 11 ans pour les collégiens d'aujourd'hui, contre 13 pour leurs grands frères actuellement au lycée.

Ils consomment des vidéos (via Youtube), de la musique (via les plateformes de streaming comme Deezer ou Spotify), jouent beaucoup aux jeux vidéo (Fortnite ou Fifa), mais usent et abusent aussi et surtout des réseaux sociaux. 78 % des adolescents ont au moins un compte sur l'un d'entre eux, Snapchat en tête (62 %), devant Facebook (53 %) et Instagram (50 %), des outils devenus incontournables pour toute vie sociale adolescente qui se respecte.

La peur de louper des messages.

À tel point indispensable que 20 % des collégiens reconnaissent utiliser leur appareil à l'école malgré la récente interdiction, et 28 % (et même 35 % des 16-17 ans) avouent répondre de façon systématique à leurs messages... de jour comme de nuit. Ce phénomène porte même un nom, Fomo, de l'anglais « fear of missing out », traduisant la peur de rater le moindre message.

« On se rend compte de cette frénésie grâce aux différentes couleurs qui accompagnent les notifications qui arrivent en cascades sur leur écran d'accueil, observe Céline Cabourg, coauteure d'un livre sur les ados et leurs portables.

¹ Darons : vocabulaire argot de jeunes qui signifie : parents.

À chaque réseau son code couleur, jaune pour Snapchat, vert pour Whatsapp ou encore bleu pour Messenger. Et il s'agit de ne rien manquer pour ne pas se sentir exclu du groupe. »

Pas de fausse naïveté. On échange des messages, des photos, des vidéos entre copains et copines, mais les premiers émois amoureux se jouent évidemment aussi par écrans interposés. Mais pas forcément de la manière que l'on croit. Contrairement aux adultes célibataires à la recherche de l'âme sœur, les ados ne sont pas du tout clients des applications de rencontres. Seul 10 % d'entre eux ont déjà utilisé leur portable pour rencontrer quelqu'un, et 13 % pour rompre.

Sorbonne C1 - Texte No 3

Des professeurs veulent la gratuité du transport collectif pour les sorties scolaires.

➤ D'après www.ledevoir.com, 15/10/2018.

Des professeurs qui souhaitent profiter des grands parcs et autres lieux publics pour enseigner hors des murs de leur classe réclament la gratuité du transport en commun pour les sorties scolaires. Leur pétition, qui circule depuis peu, a obtenu plus de 8000 signatures à ce jour.

Janie Filion est enseignante à l'école primaire Rose-des-Vents à Montréal. L'an dernier elle a emmené ses élèves dans les rues de la ville pour parcourir le circuit Paul à Montréal, de l'illustrateur Michel Rabagliati. « C'est une activité gratuite que j'ai animée moi-même, mais qui m'a quand même coûté 65 \$ en raison du transport en commun », explique la professeure en entrevue au *Devoir*.

« Mis tout ensemble, ça fait qu'on se retrouve avec des choix à faire : est-ce que je vais à la bibliothèque trois fois dans l'année ou est-ce que je diversifie les activités ? Il y a une volonté à l'école, et je sais qu'elle est partagée par plein d'autres enseignants, d'emmener les enfants profiter des richesses de la ville dans un contexte éducatif, mais tout ça, finalement, nous coûte de l'argent et on est donc limités dans ce qu'on peut faire », déplore l'enseignante.

Les classes ont bien un budget alloué pour les sorties, reconnaît-elle, mais il est limité. « Dans mon cas, mon budget équivaut à deux sorties dans les musées par année, transport compris. Si je veux faire plus, je dois prendre dans le budget de la classe ou faire appel à la fondation de l'école. »

Janie a sondé ses collègues pour voir si les « difficultés » et les « frustrations » qu'elle vivait s'étendaient à d'autres écoles. Plusieurs adhéraient à sa vision, répondant qu'il faudrait offrir le transport en commun gratuit pour les enfants lors des sorties scolaires. Avec quelques collègues, elle a donc lancé une pétition pour réclamer du transport en commun gratuit pour les sorties scolaires sur l'île de Montréal.

« Nous sommes des enseignant.e.s du préscolaire primaire de différentes écoles montréalaises. Nous croyons à la pluralité des situations d'enseignement et nous avons la tête pleine d'idées pour enseigner hors des murs de notre école », écrivent les auteurs de la pétition, qui compte déjà plus de 8000 signatures.

Ils expliquent que les coûts liés au transport en commun privent les élèves d'expériences enrichissantes et réclament que des « mesures soient mises en œuvre par les différents paliers gouvernementaux afin de rendre les transports en commun sur l'île de Montréal gratuits pour les élèves des commissions scolaires montréalaises dans le cadre des sorties scolaires ».

Leur demande fait écho à celle de professeurs qui ont mis sur pied un projet-pilote inspiré du mouvement scandinave Udeskole — classe en nature — à l'école primaire Laurentide à Montréal.

Ce mouvement gagne en popularité au Québec. Dans un texte publié dans *Le Devoir* l'an dernier, les enseignants expliquaient que le plus gros obstacle au projet-pilote est le coût du transport.

Sorbonne C1 - Texte No 4

Investir dans l'éducation : une priorité pour la jeunesse africaine.

- D'après www.lefigaro.fr, 31/01/2018.

La Conférence de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation aura lieu à Dakar les 1er et 2 février. Co-présidé par la France et le Sénégal, cet événement constitue une occasion unique d'accroître la mobilisation et l'aide internationale à l'éducation.

Une révolution silencieuse s'accomplit sous nos yeux : l'Afrique est en passe de réussir le défi de l'accès à l'éducation pour tous. L'analphabétisme recule : le taux d'alphabétisation des 15-24 ans a progressé de 68 % en 2000 à 76 % en 2016. Le rythme est inédit dans l'Histoire. Il a fallu quarante ans aux États-Unis pour que le taux net de scolarisation des filles au primaire passe de 57 à 88 %. Le Maroc est allé quatre fois plus vite et a atteint ce niveau en onze ans seulement.

La formation de cette jeunesse qui a soif d'insertion et d'émancipation est indispensable à l'essor du continent.

Depuis le Forum de Dakar, en 2000, en faveur de l'éducation pour tous, les progrès ont été considérables en termes d'accès à l'école primaire, presque à parts égales pour les filles et les garçons, en fonction des pays et des cycles d'enseignement. Les dépenses d'éducation ont augmenté. Les États africains y consacrent 250 dollars US par enfant et par an, et les familles 150 dollars US. Quant aux efforts de la communauté internationale, avec 5 dollars US pour le continent, ils ne sont pas encore à la hauteur des enjeux. Car la jeunesse du monde est d'abord africaine. Ils sont aujourd'hui 30 millions à arriver sur le marché du travail chaque année et seront 440 millions d'ici à 2030. La formation de cette jeunesse qui a soif d'insertion et d'émancipation est indispensable à l'essor du continent.

Aujourd'hui, le financement international en faveur de l'éducation revient en haut de l'agenda politique. La part de l'éducation dans l'aide publique au développement mondiale a diminué de 30 % ces cinq dernières années pour représenter aujourd'hui moins de 7 %. Pourtant, la communauté internationale a reconnu l'éducation comme un objectif de développement durable à part entière, l'ODD 4.

À Ouagadougou, le Président de la République Française a qualifié l'éducation de « priorité absolue. » Les 1er et 2 février prochains, Dakar sera à nouveau la capitale mondiale de l'éducation. La France et le Sénégal co-organisent en effet le grand événement de reconstitution des fonds du Partenariat Mondial pour l'Éducation. Seul fonds dédié exclusivement à l'éducation, il cible les pays où trop peu d'élèves vont à l'école, notamment les plus pauvres et, en leur sein, les populations les plus fragiles.

L'école des autres nous concerne. D'abord, parce que l'école est un enjeu de société sous toutes les latitudes. Nous le savons. Elle est au fondement de notre République. Elle met à l'épreuve notre devise. De la réussite de tous les élèves dépend la cohésion sociale. Car une école qui fait réussir tous ses élèves, c'est une société qui se fait confiance. Pourquoi en irait-il autrement au Vietnam, en Haïti, au Liban ou au Mali?

Sorbonne C1 - Texte No 5

Pourquoi faut-il s'engager en politique?

➤ D'après www.letemps.ch, 24/10/2018.

« Le Temps » fête ses 20 ans! L'occasion d'organiser plusieurs rencontres entre un jeune public et des politiciens. La vice-présidente des Verts suisses, Céline Vara, s'est prêtée à l'exercice ce mardi.

Face à une cinquantaine d'étudiants, Céline Vara s'enflamme sur l'importance de l'engagement citoyen: « Allez voir les partis, allez à une assemblée, encouragez-t-elle l'assistance. Pour ne pas subir, c'est le seul moyen: agir, participer, s'engager! » Organisée à Neuchâtel, la rencontre s'inscrit dans le cadre des 20 ans du *Temps*, qui, pour célébrer son anniversaire, a décidé de défendre certaines causes. Ce mois-ci: « La Suisse en tant que laboratoire politique ». Outre un nombre d'articles spécialement dédiés à sonder le système helvétique, plusieurs événements destinés à nouer le contact entre un jeune public et des politiciens sont organisés.

Devant un auditoire composé d'une majorité de filles – « tout le contraire de la politique », a souligné Céline Vara, – la Verte de Cortaillod s'est exprimée sur la nécessité de donner du sien pour défendre ses idées. « Cela prend du temps, c'est difficile, il faut savoir perdre. Mais dans le système suisse, c'est le meilleur moyen de se faire entendre. »

La politicienne a répondu aux questions pendant plus d'une heure et demie: « Comment choisir son parti? Les politiciens sont-ils tous pourris? Comment encaisse-t-on les attaques personnelles? Que penser de la surreprésentation des élites en politique? Gagner une votation n'est-il pas qu'une affaire de communication? Quels avantages votre engagement politique a-t-il apporté à votre carrière? » Le public a participé avec enthousiasme à ce rendez-vous.

Céline Vara, qui devrait être candidate aux élections fédérales l'année prochaine, a notamment insisté sur l'importance de la politique à l'échelon communal. « C'est là que j'ai remporté mes plus beaux succès » – le développement des transports publics et l'ouverture d'une crèche de 70 places dans sa commune de Cortaillod.

Elle a également délivré un vibrant plaidoyer sur l'importance d'aller voter: « Ceux qui ne le font pas me mettent en colère. Je suis pour que l'on assortisse le droit de vote d'une obligation ou d'une incitation. »

Si une petite dizaine de personnes se déclaraient prêtes à considérer une carrière politique dans l'auditoire au début du débat, la vice-présidente des Verts aura peut-être réussi à en convaincre davantage.

Après la visite d'Ignazio Cassis, le conseiller fédéral chargé des Affaires étrangères, dans les locaux du *Temps*, et le débat avec Céline Vara à Neuchâtel, le conseiller national Guillaume Barazzone rencontrera prochainement une classe d'apprentis à Genève et la conseillère d'Etat Nuria Gorrite s'adressera à des collégiens vaudois et fribourgeois² à Payerne.

² Collégiens vaudois et fribourgeois : collégiens de région de Vaud (près de Lausanne et de Genève), et de la région de Fribourg (près de Berne). Vaud et Fribourg sont des régions ou cantons de Suisse.

« Paris est une fête » : une résistance à l'obscurantisme

Par Delphine Minoui dans [mensuel NML 6](#)
Le magazine littéraire, juin 2018

En juin 2018, Delphine Minoui écrivait ce « *Paris est une fête*, ou le bouclier anti-Trump » pour la rubrique « Le roman d'un livre ». L'œuvre d'Ernest Hemingway, s'imposait – pour la deuxième fois en peu de temps – comme une arme de résistance à l'obscurantisme. La première fois, c'était au lendemain du 13 novembre 2015.

Les mots contre les balles... et la bêtise ! Souvenons-nous, c'était au lendemain des attentats du 13 novembre 2015. Dans un sursaut vital, quelques Parisiens téméraires s'aventuraient de nouveau en terrasse, un livre, *Paris est une fête*, sous le bras. À une vitesse éclair, des cortèges d'hommes et de femmes leur emboîtèrent le pas, déterminés à célébrer la vie contre la mort. Il y avait de la tristesse cousue sur les cœurs, des larmes collées sur les joues, du chagrin à l'infini. Et cette envie farouche de dire non à la violence, aux menaces, à la folie des armes. À l'époque, le roman d'Ernest Hemingway se faufila jusqu'au trottoir endeuillé du Bataclan. Il se glissa, entre fleurs et bougies, devant les vitres brisées du bistrot Le Carillon, visé par les djihadistes. Pendant la minute de silence, deux jours plus tard, il était encore là, pressé contre les poitrines, blotti au creux des mains. Dans les librairies, on se l'arrachait comme un prix Goncourt. Les citations de l'écrivain américain inondaient l'internet. « Paris en valait toujours la peine, et vous receviez toujours quelque chose en retour de ce que vous lui donniez », murmurait l'une d'elles, piochée parmi les pages de ce joyeux hommage à la Ville lumière, publié en 1964. L'ouvrage fut vite propulsé à la première place des ventes de biographies et autobiographies sur Amazon. Comme un hymne à la paix et à la beauté.

Les mois, les années ont passé. Paris a retrouvé ses habits de fête. La ville a boutonné ses atours de nouveaux codes et mesures de prévention. Il a fallu se familiariser avec les patrouilles militaires. Mémoriser le vocabulaire antiterroriste. S'accoutumer aux alertes et aux nouvelles attaques. Aux exercices de confinement dans les écoles, aux enfants qui vous disent : « On s'est caché sous les tables. On a joué à la guerre, aux méchants et aux gentils » en rentrant à la maison. Un Paris différent, moins innocent, plus prudent. Mais un Paris qui tient debout.

Et puis Donald Trump a frappé. Au début du mois de mai 2018, il a cité le 13 Novembre en pleine allocution. Non pour évoquer la mémoire des 130 victimes, mais pour défendre le port et l'usage des armes à feu. De la main, le président américain a mimé la scène du Bataclan : « Boum, viens là ! Boum,

viens là ! » Et il a déclaré, face aux membres du puissant lobby pro-armes, qu'avec la présence d'une personne armée dans le public « cela aurait été une tout autre histoire ». Un discours-coup de canon. Des mots qui blessent comme des balles.

Et comme une petite bougie dans l'immensité de la nuit, le récit de Hemingway est discrètement ressorti des étagères. « Je l'ai relu d'une traite. Il me fallait m'abreuver de douceur. Ce livre, écrit par un Américain, a tout compris à la vie. Il est l'antithèse du président américain », me confie un habitant du 11^e arrondissement, épice centre des attentats du 13 Novembre. Le titre du roman-réconfort a même inspiré un film collaboratif, *Paris est une fête*, attendu à la rentrée sur les écrans français. L'histoire, qui débute dans une fête parisienne, est celle d'une jeune femme qui s'éprend d'un garçon. Elle prévoit de le retrouver à Barcelone mais rate son avion. L'appareil décolle sans elle et s'écrase. Après avoir échappé à la mort, son regard sur Paris change, au rythme des événements qui bousculent la capitale, comme l'après-attentat du Bataclan. Tourné sur trois ans avec de tout petits moyens, le long métrage signé Noémie Schmidt est le miroir d'une nouvelle génération : moins candide, plus débrouillarde. Une jeunesse en quête d'un nouveau langage pour combattre les idées noires.

Grande reporter au *Figaro*. **Delphine Minoui** est l'auteur des *Passeurs de livres de Daraya. Une bibliothèque secrète en Syrie* (Le Seuil, 2017).

Loto du patrimoine : Bern et Darmanin se lancent de vieilles pierres

➤ D'après www.lemonde.fr, 25/10/2018.

La question de la taxation de cette opération agite les réseaux sociaux depuis quelques jours. Et elle oppose Stéphane Bern³, le promoteur de cette initiative destinée à financer la rénovation du « patrimoine en péril », et Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Mercredi 24 octobre, au petit matin, celui-ci a tenté d'éteindre la polémique naissante. « Stop aux #fakenews », a écrit le ministre dans un tweet où il précise les chiffres. Sur les 200 millions d'euros de recettes du loto du patrimoine, selon lui, l'essentiel ira aux joueurs (144 millions), loin devant la Française des jeux (FDJ, 22 millions), la Fondation du patrimoine (20 millions) et l'Etat, qui percevra 14 millions d'euros de taxes dans l'opération.

Ce à quoi l'animateur-promoteur a immédiatement répondu, toujours via Twitter :

« Une goutte d'eau pour l'Etat qui représente tant pour le patrimoine. Ne pourriez-vous faire un geste et renoncer à ce prélèvement pour que tout soit destiné à sauver le patrimoine en péril qui, de toute façon, est à la charge de l'Etat ? »

« Surpris et choqué »

Lundi soir, M. Darmanin défend le budget 2019 à l'Assemblée nationale. Et, interrogé sur l'opération de M. Bern par un député, il répond : « Ce loto crée, comme tous les autres, des taxes qui sortent des recettes [du jeu]. Les taxes sont touchées par l'Etat. »

La déclaration ne tarde pas à se répandre sur Twitter et les esprits s'échauffent. Stéphane Bern, lui-même, prend part à la discussion : « La loi de finances donne raison » à M. Darmanin, confie-t-il au *Parisien*, « mais, moralement, je lui demande de renoncer à ces taxes ».

« Moralement, rétorque l'entourage du ministre, cela ne serait pas juste de reprocher à l'Etat de ne pas avoir fait un geste fiscal, alors qu'il renonce à

³ journaliste, animateur de radio, présentateur de télévision et écrivain français (également naturalisé luxembourgeois depuis 2017³).

Passionné par les familles royales et régnantes en Europe, ses émissions consacrées à l'histoire et au patrimoine français ont contribué à partir des années 2000 à en faire une figure emblématique du paysage audiovisuel français.

l'intégralité de sa part hors TVA. Et s'il le fait, c'est pour la Fondation du patrimoine, qui récupère ce à quoi l'Etat renonce. L'Etat a aussi fait en sorte que les gains des joueurs soient importants, parce que c'était la condition de l'attractivité de l'opération. »

« C'est dans la loi »

Pour un jeu du même type, l'Etat perçoit normalement 17 % de taxes. Sur cette part, 10 points lui reviennent en propre. C'est à cela qu'il renonce. Et il ne peut aller au-delà : « C'est dans la loi, indique-t-on à Bercy, on ne peut pas prélever moins de 7 %. »

De même source, on s'étonne d'ailleurs de la réaction de Stéphane Bern : « Il a évidemment travaillé sur l'élaboration du loto. Et il a toujours été convenu d'affecter 10 % du prix du ticket au patrimoine. C'est d'ailleurs indiqué sur chaque coupon. » Ceux-ci, achetés 15 euros, précisent en effet que 1,52 euro sera reversé à la Fondation du patrimoine.

« J'ai découvert tardivement la répartition des sommes, confie cependant M. Bern au Monde. Je suis déçu que l'on ne consacre pas plus au patrimoine : j'avais prévenu que le public ne comprendrait pas que l'Etat ne renonce pas à ces taxes. »